

GRECE, ESPAGNE ... LE MESSAGE EST CLAIR : L'AUSTERITE ÇA SUFFIT !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 12/02/2015

Le 25 janvier, la coalition anti-austérité Syriza a remporté les élections législatives grecques avec plus de 36% des votes. C'est une claque à la face des dirigeants de la Troïka : le FMI, la Banque centrale européenne et l'Union européenne. La Troïka n'avait pourtant pas lésiné pour dissuader les Grecs de chasser le gouvernement de droite. Mais l'espoir de pouvoir stopper la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité a été le plus fort. Six jours après, en Espagne, à l'appel du mouvement Podemos, 300 000 personnes ont manifesté et participé à un meeting géant en plein centre de Madrid. C'est un encouragement à combattre les politiques d'austérité en Europe.

UN NON RADICAL À L'AUSTÉRITÉ

Les peuples grec et espagnol affirment que ce n'est plus aux travailleurs et aux classes populaires de payer. Plus question d'accepter les baisses de salaires et des pensions de retraites, de ne plus pouvoir payer les factures d'eau et d'électricité. Plus question d'accepter les licenciements et les suppressions de postes dans la fonction publique. Plus question de ne plus pouvoir accéder à des soins médicaux élémentaires.

Leur message clair montre qu'il est possible qu'une population, assommée par 5 ans de politiques d'austérité, se détourne des partis socialistes, en prouvant que la fuite en avant vers l'extrême droite n'est pas une fatalité !

UN SUCCÈS ÉLECTORAL, CE N'EST PAS ENCORE LA VICTOIRE

Syriza a gagné les élections, mais n'est pas majoritaire, avec une abstention restée forte, en particulier dans les quartiers les plus déshérités. Aube Dorée, l'organisation nazie, a pris la 3^{ème} place, alors que près de 70 de ses élus ou militants sont en prison, attendant d'être jugés pour « appartenance à une organisation criminelle ».

En votant Syriza, l'électorat populaire a voté pour le retour du salaire minimum à 750 €, un 13^{ème} mois pour les pensions inférieures à 700 €, la réembauche de 300 000 fonctionnaires, l'arrêt des privatisations, l'accès à la santé et à l'électricité. Les prochaines semaines montreront si le leader de Syriza, Alexis Tsipras, appliquera ce programme, sur lequel il s'est

engagé. Mais dans le bras de fer qui s'engage contre la bourgeoisie grecque et la Troïka, seul le rapport de force dans la rue, par la grève, pourra faire aboutir ces mesures élémentaires indispensables. Et surtout pas la confiance aveugle dans ceux qui viennent de parvenir au pouvoir. Parce qu'en faisant alliance avec un parti ultra-nationaliste et réactionnaire pour constituer son gouvernement, Syriza a déjà fait un choix qui entre en contradiction avec les aspirations qui se sont exprimées dans ces élections.

LA VRAIE VICTOIRE DÉPENDRA DES MOBILISATIONS

La satisfaction des revendications passera inévitablement par la confrontation avec les capitalistes. En Grèce comme en France, il n'y a pas d'issue sans annulation de la dette, la constitution d'un monopole public bancaire pour mettre les

financiers hors d'état de nuire et la mise sous le contrôle des travailleurs des secteurs-clés de l'économie. Ce n'est pas l'objectif de Syriza, mais ce doit être celui des travailleurs grecs.

Il n'y a rien à attendre des négociations engagées avec l'Union européenne. Tout dépendra de la mobilisation et de la capacité du peuple grec à s'organiser. Dans cette voie, il aura besoin d'une puissante solidarité internationale, face à toutes les menaces et à tous les

chantages. Et le soutien le plus efficace, ce sera de nous battre à l'échelle de toute l'Europe pour faire reculer les politiques de régression sociale et nous débarrasser des gouvernements qui en sont responsables. Nos luttes contre Hollande et l'austérité, contre la loi Macron, doivent converger avec celles des travailleurs de Grèce, d'Espagne et de toute l'Europe.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



ACTIONNAIRES / SALAIRES : NOTRE CHOIX EST CLAIR

Aujourd'hui, la direction devrait annoncer le montant de la prime d'intéressement. On verra bien aussi ce qu'elle dira des résultats financiers. Mais elle avoue déjà que, pour la 5^{ème} année consécutive, «*Renault-Nissan a enregistré un nouveau record de ventes, avec 8 470 610 immatriculations en 2014*» (DECLIC@COM du 4 février). Avec la hausse des ventes Renault (+3,2 % dont +12,5% en Europe de l'Ouest), la baisse du pétrole et le blocage de nos salaires, les actionnaires n'auront pas à se plaindre du montant de leurs dividendes pour 2014. Alors, pour nos salaires, l'heure est venue d'exiger notre dû. Et 300 euros mensuels pour tous serait un minimum.

AGS : TOUS DANS L'ACTION VENDREDI 13

Demain 13 février ouverture des NAO (négociation annuelle obligatoire) sur les salaires est une journée de mobilisation dans tout le groupe Renault. Après les AGS nulles de 2013 et 2014, chacun sait que pour imposer une «augmentation annuelle obligatoire», il faudra mettre en échec la «modération salariale» acceptée par les signataires de l'accord compétitivité en mars 2013. Alors, pour se faire entendre, c'est le moment : **demain, tous dans l'action !**

POUR NOS SALAIRES, SOYONS TOUS CHARLIE !

L'imposant rassemblement du 8 janvier à la Ruche montre qu'au Technocentre aussi, tous ensemble nous sommes une force. Mais il n'y a pas d'Union Sacrée qui tienne avec la direction. Avec ses 9,3 millions d'euros de rémunération, Carlos Ghosn sert les actionnaires. Lui, c'est Carlos. Et pour nos salaires, nous sommes tous Charlie !

RACKET NON, EXPROPRIATION OUI !

Renault touche des centaines de millions d'euros de subventions et crédits d'impôts (211 millions de CICE et CIR en 2013). Nos salaires sont bloqués pendant que les actionnaires se gavent (749 millions d'euros de bénéfices nets au 1^{er} semestre 2014, soit 20 fois plus qu'en 2013). Et d'ici 2016, 7 500 emplois auront été supprimés. Par nos impôts, l'argent public finance les actionnaires au détriment de l'emploi et des services publics. Alors pourquoi ne pas exproprier les secteurs clé de l'économie (l'automobile en fait partie) pour les réorienter, sous notre contrôle, vers les besoins sociaux, en créant des emplois ?

LA POSTE : NON A LA REVOCATION DE YANN

Depuis des années, la direction de La Poste utilise la répression contre les salariés qui résistent aux restructurations et suppressions de postes. Elle vient de franchir un nouveau cap en prononçant la révocation de Yann Le Merrer, responsable syndical de SUD-Poste. Il s'agit de la première révocation d'un fonctionnaire pour fait de grève depuis 1951 ! La Poste lui reproche son soutien actif aux grévistes dans différents bureaux de poste durant la longue grève des postiers du 92 l'an dernier. Cette révocation ne doit pas passer ! Yann doit pouvoir compter sur la mobilisation de tous. Pétition en ligne : reintegrationyann.sudptt.org

M COMME MACRON ET MULTINATIONALES

Le projet de loi Macron, défendu en ce moment par le gouvernement à l'assemblée, facilite entre autres les licenciements pour les multinationales. L'article 1223-4 n'oblige plus les entreprises à proposer un reclassement hors de France. Au contraire, il impose au salarié lui-même de demander à l'employeur «*les offres d'emploi situées hors du territoire national disponibles dans l'entreprise ou dans le groupe*». Pour la prochaine réorganisation, Ghosn en rêve déjà. Faire échec à la loi Macron, c'est vital pour les salariés. Dans les petites entreprises comme dans les grosses !



POUR LES PATRONS, TOUT EST BON DANS LE MACRON

«Lever les freins internes», tel est le mot d'ordre martelé par la direction pour réorganiser. Pour lever les «freins externes» ou «libérer les énergies», comme le répètent en cœur Valls et Gattaz, Macron casse le droit du travail pour nous ramener au 19^{ème} siècle. C'est suffisant pour que, sans attendre, les syndicats appellent à une mobilisation nationale unitaire d'ampleur pour le retrait de la loi Macron et contre les mesures anti-sociales du gouvernement PS-MEDEF.

SWISSLEAKS, ENCORE UNE HISTOIRE DE FRIC

Le journal Le Monde a démasqué un vaste système international d'évasion fiscale organisé par la banque HSBC. Rien qu'entre novembre 2006 et mars 2007 (seules infos dont disposent les journalistes), plus de 180 milliards d'euros ont transité sur des comptes destinés à être planqués dans des paradis fiscaux. Dont 5,7 milliards déposés par des «clients» français, la plupart anonymes. Depuis 2007, c'est donc des dizaines de milliards qui ont échappé à l'impôt. De quoi éponger les déficits de la sécu et des retraites. Les caisses sont vides, paraît-il ... mais pas partout ! Il suffit d'avoir la volonté politique d'aller chercher l'argent là où il est.

... CLEARSTREAM ... LUXLEAKS ... SWISSLEAKS ...

L'affaire Swissleaks, c'est de l'optimisation fiscale, c'est le fonctionnement normal du capitalisme. La banque HSBC n'a fait que conseiller des millionnaires à mettre au chaud leur capital. Junker, président de la Commission Européenne, a lui-même négocié au Luxembourg entre 2002 et 2010 des accords secrets avec 340 multinationales pour les exonérer d'impôts. En toute légalité. Et c'est le même Junker qui saigne le peuple grec, avec le soutien de Hollande, Merkel et compagnie. Alors oui, d'Athènes à Madrid en passant par Paris, sortir du capitalisme, c'est la seule voie ! Avec en 1^{ère} urgence la nationalisation sans indemnités ni rachat des banques au sein d'un pôle public bancaire.